

# Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites

## (Appel d'ATTAC et de la Fondation Copernic)

**Le gouvernement français s'apprête à engager une nouvelle réforme qui risque de porter un coup fatal au système de retraite par répartition.** Le bilan des réformes menées depuis 1993 est déjà catastrophique car toutes les dispositions prises ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %. Elles ont aggravé les inégalités déjà fortes entre les pensions des hommes et des femmes. Le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) prévoit que le niveau de la retraite par rapport au salaire, passerait de 72 % en 2007 à 59 % en 2050. Cette dégradation continuera de frapper les actuels retraités et touchera également les générations suivantes.



**Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans** en le portant à 62, voire 65 ou 67 ans, comme le demande le Medef, et en remettant en cause le calcul sur les six derniers mois d'activité des retraites du secteur public. Jumelées avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes. Ce sont les salarié-es les plus jeunes qui subiront les effets cumulés de ces orientations au moment de partir à la retraite.

**Le gouvernement et le patronat persistent à vouloir durcir les conditions de départ en retraite alors même que les entreprises continuent de se débarrasser des salariés âgés avant qu'ils aient acquis la totalité de leurs droits.** Exiger que les salariés travaillent et

cotisent plus longtemps, alors que l'âge moyen de cessation d'activité est de 59 ans, ne vise qu'à baisser le niveau des pensions. De plus, cette logique remet en cause la solidarité intergénérationnelle. Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge de la retraite alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes.

**Le danger ne s'arrête pas là. Le COR dessine les contours d'une réforme pour un système « par points » ou « par comptes notionnels ».** Cela aggraverait encore la baisse du niveau des pensions et contraindrait les salariés, particulièrement les salarié-es pauvres et effectuant les travaux pénibles, à travailler toujours plus longtemps.

**La vraie raison des mesures qui s'annoncent n'est pas liée à la démographie.** La crise financière a provoqué une récession et donc une flambée des déficits publics. Les États continuent à financer leurs déficits en empruntant sur ces mêmes marchés financiers qui ont provoqué la crise. Réduire ces déficits pourrait se faire par une taxation du capital. Mais les spéculateurs refusent évidemment cette solution, demandent que les États donnent des gages et exigent une réduction des dépenses publiques.

**Une alternative à cette régression sociale existe pourtant.** Il est juste d'augmenter la part des salaires et des pensions dans la richesse produite en s'attaquant aux profits. Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers. C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité.

**La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre.** Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraité-es, l'idéologie absurde du « travailler toujours plus » et la destruction des solidarités sociales. Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne (réunions publiques, appels locaux, manifestations, grèves...) pour stopper cet engrenage.

Texte complet :  
<http://blog.exigences-citoyennes-retraites.net>

# Conférence – Débat

## AVENIR DES RETRAITES :

### UN CHOIX DE SOCIETE

Avec Christiane MARTY, membre du Conseil Scientifique d'ATTAC

Co-auteure avec Pierre Khalfa et Jean-Marie Harribey du livre : « Retraites : l'heure de vérité »

**Lundi 7 juin 2010**

19h00 – 22h00 au Pré Martinet

(rue du Pré Martinet – Face au cinéspace)

A l'issue du débat, nous partagerons le pot de l'amitié, chacun apportant quelque chose à grignoter ou à boire.



Premières organisations signataires à Beauvais : Association pour la Taxation des Transactions Financières pour l'Action Citoyenne (**A.T.T.A.C.**), Ligue des Droits de l'Homme (**L.D.H.**), Fédération Syndicale Unitaire (**F.S.U.**), Union Nationale des Syndicats Autonomes (**U.N.S.A.**), Gauche Citoyenne, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (**F.A.S.E.**), Gauche Unitaire (**G.U.**), Nouveau Parti Anticapitaliste (**N.P.A.**), Parti Communiste Français (**P.C.F.**), Parti de Gauche (**P.G.**)...

Infos citoyennes à l'initiative d'ATTAC : <http://agendacitoyen60.canalblog.com>

Imprimé par la FSU Oise BP 80831 60008 BEAUVAIS CEDEX